

"Match nul" dans Luxemburger Wort (31 janvier 1966)

Légende: Le 31 janvier 1966, le quotidien Luxemburger Wort commente la portée du compromis institutionnel trouvé à Luxembourg le 29 janvier 1966, mettant ainsi fin à la crise de la chaise vide.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 31.01.1966, n° 31; 118e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Match nul", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/match_nul_dans_luxemburger_wort_31_janvier_1966-fr-b03946b4-03f2-4483-b56a-927cd6772769.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Match nul

(eb) Les Six étaient arrivés à Luxembourg dans de bonnes dispositions d'esprit. Personne n'avait des attentes démesurées, mais les délégations n'en étaient pas moins animées d'un optimisme teinté de réalisme, lorsqu'elles sont arrivées dans la capitale pour livrer leur dernier match.

La deuxième mi-temps du match luxembourgeois pour la coupe de l'Europe est désormais jouée. Les équipes gouvernementales sont rentrées dans leurs capitales respectives pour faire leur rapport, mais surtout pour dresser un bilan.

Nul n'est rentré chez soi en vainqueur absolu; cela aurait d'ailleurs représenté un mauvais résultat des négociations.

L'Europe, représentée et défendue ici par les Cinq, est satisfaite que la politique de la chaise vide prenne fin, que le moteur de la Commission soit remis en marche – Walter Hallstein étant encore provisoirement aux commandes – et que l'on tente prudemment de regagner le terrain perdu durant six mois.

Malheureusement, cette remise en route de la Communauté européenne a eu un prix, et non des moindres: la France se voit désormais reconnaître formellement le droit d'imposer sa propre volonté comme bon lui semble, lors des votes. Les Six ont en effet certifié, dans le communiqué final, que «les divergences de vues (sur la manière de voter au Conseil des ministres) n'empêchaient pas la reprise, selon la procédure normale, des travaux de la Communauté». - On est d'accord sur le désaccord et l'on passe à l'ordre du jour...

Par cette habile manœuvre diplomatique, Couve de Murville fait d'une pierre deux coups, offrant par là même une position de départ favorable à l'UNR du général de Gaulle pour les élections législatives devant se tenir sous peu en France. D'un côté, les Cinq attestent que la France est un partenaire fiable, digne de reprendre son siège à Bruxelles, ce qui fait perdre à Lecanuet un atout précieux. D'un autre côté, ils reconnaissent la revendication de la France qui souhaite pouvoir défendre ses intérêts nationaux grâce au vote à l'unanimité. Cela permettra aux partis gouvernementaux de récupérer les voix des agriculteurs, car l'on a surtout assuré ainsi l'exportation nécessaire de la récolte de blé.

Au terme de quinze heures de négociations et à l'issue de nombreux contacts discrets au niveau des ambassadeurs et de multiples tentatives de médiation des ministres du Bénélux, il était évident qu'il ne serait pas possible d'aboutir, le 28 janvier, à Luxembourg, à un accord sur toutes les questions. On s'est donc contenté d'un document final qui avait, d'une certaine manière, l'apparence d'une entente.

La rencontre décisive à Luxembourg s'est donc terminée sur un match nul.

Un médecin a commenté le «cas» à sa manière: «Les Six étaient d'accord sur le diagnostic mais pas sur les moyens thérapeutiques. Dame CEE a bien résisté à une crise aiguë mais le foyer infectieux, identifié mais non traité, demeure la cause d'une inflammation latente, susceptible de se déclencher d'un jour à l'autre ... et de provoquer le décès de la patiente.»